

Les ministres des pays débiteurs d'Amérique latine ont également souhaité l'instauration d'un « dialogue politique ... dans un cadre adéquat » entre gouvernements débiteurs et créanciers, requête que ces derniers ont fermement rejetée.

D'une façon générale, la décision des gouvernements du Groupe de Carthagène prise en 1985 de continuer à tout faire pour assurer le service de la dette témoignait d'un sens très développé des responsabilités. En revanche, la Déclaration finale de la réunion des législateurs de quinze parlements latino-américains, tenue à Montevideo en octobre 1985, était beaucoup plus négative, indiquant que « la dette extérieure de l'Amérique latine n'était en aucun cas remboursable aux conditions actuelles imposées aux débiteurs ». Les ministres réunis à Carthagène n'ont pas non plus sanctionné l'attitude du Pérou, qui a décidé de limiter désormais le montant affecté au service de sa dette à 10 p. 100 de ses recettes d'exportation. Mais si les ministres ont mis l'accent sur les mesures imposées par les banques commerciales, les institutions financières internationales et les gouvernements créanciers, ils ont néanmoins omis de préciser que les gouvernements emprunteurs devaient eux-mêmes effectuer d'importants changements de politique pour assainir leur économie.

Dans une étude récente* de l'économie latino-américaine, on a attribué les difficultés que connaissent actuellement les pays de cette région à toute une série de politiques mises en oeuvre par le passé, voire, la surévaluation des monnaies, le protectionnisme commercial, l'absence de stimulants appropriés, des placements d'épargne inefficaces et « la présence excessive, voire suffocante de l'État », conjuguée à l'affaiblissement parallèle du secteur privé.

D'importantes leçons peuvent être tirées de l'expérience de certains pays en développement qui ont réussi à mettre de l'ordre dans leur économie. Il s'agit essentiellement de pays d'Asie, souvent pauvres en richesses naturelles, qui ont su utiliser à bon escient le capital et la main-d'oeuvre dont ils disposaient. Comme nous l'avons brièvement indiqué au chapitre 2, ces pays ont axé leurs politiques économiques et budgétaires sur les mécanismes du marché. Des nations aussi différentes que la Corée du Sud et l'Inde ont réussi à s'ajuster aux chocs économiques successifs de l'économie mondiale et ont eu la sagesse de veiller à ce que leur endettement reste dans des limites raisonnables.

La Corée du Sud est un bon exemple de pays en développement qui a résolument attiré les prêteurs étrangers depuis une vingtaine d'années. Même si sa dette extérieure privée est passée de 22 millions de dollars en 1960 à 33 milliards de dollars en 1983, ce pays a fait de tous les apports de capitaux un usage efficace, les affectant presque toujours à des investissements productifs. Même si le pays a été durement frappé par les deux chocs pétroliers, il a, dans les deux cas, réagi en prenant des mesures sévères, mais qui se sont révélées bénéfiques. À la suite de la hausse du prix du pétrole en 1973-1974, la Corée du Sud a fait des emprunts à l'étranger pour amortir le choc et, parallèlement, a dévalué sa monnaie, ce qui a favorisé d'autant la réussite de sa politique de maximisation des exportations de produits manufacturés. Après le choc pétrolier de 1979-1980, elle s'est une nouvelle fois adressée aux pays étrangers pour trouver des fonds; le taux

* « *Toward Renewed Economic Growth in Latin America* », Institute for International Economics.